



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdel KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Isabelle TOUZARD.

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Corum, Palais des Congrès, Opéra et Zénith Sud - Exploitation des équipements - Choix du futur mode de gestion - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Situé en plein cœur de Montpellier, le Corum, Palais des Congrès et Opéra est composé de trois auditoriums : Berlioz (1 200, 1 500 ou 2 000 places), Pasteur (745 places) et Einstein (318 places). De nombreuses salles de commission modulables et bureaux (25) viennent compléter les auditoriums sur 6000 m² de surface d'exposition et de réception.

Le Zénith Sud d'une surface de 4 900m² dispose d'un espace modulable en 7 jauges possibles, de 1 300 à 6 300 places permettant de créer un espace adapté à chaque événement.

Par délibération n°8550 du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Enjoy Montpellier devenue Montpellier Events. La convention de Délégation de Service Public (DSP) est entrée en vigueur le 1er janvier 2009 et arrive à échéance le 31 décembre 2018.

Ce contrat de DSP a depuis fait l'objet de trois avenants.

Un premier avenant (délibération n°10632 du 30 janvier 2012) inclus dans le périmètre de la DSP, la passerelle piétonne située au-dessus de l'Allée de la Citadelle et révisé les modalités relatives à la redevance variable.

Un deuxième avenant (délibération n°10805 du 29 mars 2012) décline les trois obligations d'accueil distinctes pour les associations Opéra & Orchestre National de Montpellier, Montpellier Danse et Radio France et modifie le plan de renouvellement prévisionnel et la liste des travaux d'extension.

Un troisième avenant (délibération n°12387 du 31 juillet 2014) révisé la grille tarifaire et crée une 7^{ème} jauge au Zénith Sud.

Les prestations actuelles, objet du contrat sont basées sur :

- une mission de gestion complète des équipements en vue de l'accueil du public lors de manifestations économiques, culturelles ou touristiques ; la promotion et l'organisation d'événements à rayonnement national et international,
- une mission de gestion des activités accessoires (parking, restaurant, bar, affichage publicitaire).

Outre l'ouverture au public, cet ensemble a une obligation d'accueil concernant trois associations culturelles que sont l'Opéra Orchestre National de Montpellier, le Festival Radio France et le Festival Montpellier Danse.

Au vu de la complémentarité des deux équipements dans le tourisme d'affaires et l'organisation de spectacles musicaux et autres manifestations culturelles et artistiques, il est proposé une exploitation conjointe des deux équipements.

Le rapport annexé à cette délibération présente la situation actuelle du service, les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années à venir, les différents modes de gestion envisageables, une analyse comparative des différents modes de gestion et les principales caractéristiques du contrat.

Conformément à l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est proposé au Conseil de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour gérer ces deux équipements, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les principaux éléments du rapport sont présentés ci-après :

I - Présentation des différents modes de gestion :

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud :

- la « gestion publique » c'est-à-dire en régie : la Métropole crée une régie sur laquelle elle dispose d'un contrôle plus ou moins important suivant le type de régie choisi (régie à autonomie financière ou régie personnalisée).
- la « gestion déléguée », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une délégation de service public (DSP : affermage ou concession) ou d'une régie intéressée.

II - Présentation des objectifs de la Métropole et des scénarios étudiés :

1/ Les objectifs

- Contribuer au développement de l'attractivité touristique de la Métropole et de son rayonnement national et international ;
- Mettre en conformité la stratégie des équipements avec les orientations stratégiques de la Métropole et notamment avec celles du tourisme, du tourisme d'affaires, du développement économique et de la culture.
- Consolider la fréquentation actuelle des équipements et favoriser son augmentation ;
- Continuer à soutenir l'Opéra Orchestre, le festival Radio France et le festival Montpellier Danse en accueillant les trois associations culturelles ;
- Maintenir les équipements en parfait état d'entretien et de fonctionnement ;

2/ Définition des scénarios retenus pour l'analyse

Deux scénarios ont été étudiés :

Le scénario A envisage la gestion en régie des équipements ce qui induit la modification du mode de gestion actuel. Il vise à renforcer le rôle de la collectivité sur le service. S'agissant d'un service public à caractère industriel et commercial, les équipements devront être gérés au travers d'une régie avec autonomie financière ou personnalité morale et autonomie financière (l'article L.1412-1 CGCT).

Le scénario B envisage la gestion en délégation de service public de type affermage, ce qui est la continuité du mode de gestion actuel. La régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque uniquement lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion. De même la délégation de service public de type « concession » n'est pas adaptée tenant, d'une part, à l'absence d'investissements de premier établissement et, d'autre part, à la volonté de la métropole de conserver la direction sur les investissements majeurs concernant ces deux équipements.

Analyse comparative des différents modes de gestion

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 7 critères mentionnés dans le tableau ci-dessous. Une note entre 1 (peu favorable à la métropole) et 4 (très favorable à la métropole) a été attribuée aux deux scénarios :

Critères	Scénario A : régie	Scénario B : DSP affermage
Adaptabilité	2	4
Contrôle du service	4	2
Qualité du service	3	4
Gestion du personnel	3	4
Cout du service	2	4
Risques	1	4
Contribution au développement du territoire	2	3
TOTAL	17	25

En synthèse, de l'analyse comparative des deux scénarios au travers des 7 critères définis, le scénario B « DSP de type affermage » s'avère plus adapté à la Métropole.

Dans un contexte de forte concurrence nationale et internationale sur le plan des manifestations économiques et culturelles, ce scénario permet de transférer le risque de la fréquentation et donc le risque financier sur le délégataire.

Par ailleurs, le délégataire doit être un professionnel du secteur qui pourra développer une stratégie commerciale adaptée.

En conséquence, il est proposé de retenir le scénario B d'une seule délégation de service public pour les deux équipements.

III - Caractéristiques particulières du futur délégataire

La délégation de service public est un mode de gestion qui permet de confier la gestion d'un service public à un opérateur économique. Le délégataire n'est pas obligatoirement une personne privée, il peut s'agir, outre d'une personne physique ou morale de droit privé, d'une autre personne morale de droit public.

Actuellement l'opérateur est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, à actionnariat majoritairement publique (83.6%) mais également privé (16.4%).

La loi du 28 mai 2010 permet aux collectivités de confier la gestion de leur service public à une Société Publique Locale (SPL). Ce sont des sociétés anonymes (livre II du Code de commerce) au capital exclusivement détenu par des collectivités territoriales. Par dérogation à l'article L.225-1 du code de commerce, deux collectivités suffisent pour créer une SPL. Par ailleurs, elles sont soumises, sauf dispositions contraires, aux règles régissant les SAEML prévues au titre II du livre V de la première partie du CGCT.

L'article L. 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'une SPL est compétente pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général.

Un des avantages sur le recours à une SPL plutôt qu'à une SAEML pour exploiter un service public est qu'il n'est pas nécessaire d'effectuer une mise en concurrence pour attribuer la gestion du service. Il s'agit en effet d'un modèle de gestion « in house » au sens de l'Union Européenne qui, bien qu'étant juridiquement une gestion déléguée, se rapproche de la gestion en régie du fait de l'actionnariat public et du contrôle que la collectivité peut avoir sur la SPL (ceci bien entendu suivant le contrôle que la collectivité délégante exerce au sein de la SPL).

Les SPL peuvent exercer l'activité qui leur est déléguée par leurs collectivités actionnaires, à 3 conditions :

- spécialisation organique : exercice d'activités exclusivement pour le compte de leurs actionnaires.
- spécialisation territoriale : les SPL ne peuvent intervenir que sur les territoires des collectivités territoriales ou EPCI membres.
- spécialisation fonctionnelle : l'activité déléguée doit figurer expressément dans les statuts de la société.

A ce stade, le recours à une SPL pour la gestion de cette DSP est envisageable. Dans une telle hypothèse la procédure de délégation de service public sera directement négociée avec elle, sans publicité ni mise en concurrence préalable.

En tout état de cause, la présente assemblée interviendra dans ce choix puisqu'il lui appartiendra, si cette option se confirmait, d'approuver les statuts de ladite SPL avant d'autoriser la signature de la DSP avec elle.

IV - Principales caractéristiques du futur contrat

1/ Objet du contrat

La Métropole de Montpellier confiera au délégataire l'exclusivité de l'exploitation du service public et mettra à disposition l'ensemble des infrastructures et équipements nécessaires au bon fonctionnement dudit service.

Le délégataire devra assurer en tout temps, à ses risques et périls, l'exploitation, la gestion, l'entretien et le renouvellement du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud.

Il devra assurer en totalité les prestations et missions nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement. Les principales caractéristiques du service sont celles mentionnées ci-dessus.

2/ Durée du contrat

La durée du contrat sera entre 6 et 10 ans et prendra effet au 1^{er} janvier 2019.

Cette durée sera définie notamment en fonction des investissements pris en charge par le délégataire et nécessaires au maintien comme au développement de l'activité commerciale.

3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

a/ Missions

Le délégataire assurera la gestion du service public du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud au travers des missions suivantes :

- L'exercice des activités suivantes :
 - L'accueil du public,
 - La promotion et l'organisation d'événements à rayonnement national et international,

- L'accueil des trois associations culturelles suivantes : OONM, Festival Radio France et Festival Montpel-lier Danse,
- Gestion des missions accessoires : parking, restaurant, bar, affichage informatif et publicitaire.

- La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition, à savoir :
 - La gestion technique, administrative, financière et commerciale,
 - L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance des installations et du matériel néces-saire au bon fonctionnement de l'équipement,
 - Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service,
 - Le contrôle de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vi-gueur.

b/ Investissements

Même s'il s'agit d'une DSP de type affermage, certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à son projet d'exploitation.

Ces investissements, biens de retour, seront remis au délégant à la fin du contrat.

c/ Entretien, renouvellement et GER

La métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des bâtiments et des biens, ouvrages et équipements affectés aux équipements, qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service.

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

Le délégataire devra s'assurer du respect des règles de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

Les opérations d'entretien et de maintenance sont notamment les suivantes :

- l'entretien courant et le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres, murs, peintures, plafonds, décoration...) et ensemble des composantes de l'équipement ainsi que des abords extérieurs et des zones affectés à l'évacuation des déchets ;
- le nettoyage, l'entretien et le maintien en état de tous les mobiliers, équipements et matériels néces-saires à l'exploitation du service ;
- l'entretien et la maintenance, selon les prescriptions communiquées par les fournisseurs des installa-tions techniques ;
- l'entretien et le maintien en état de fonctionnement des installations et équipements sanitaires, cir-cuits d'alimentation électrique, ventilation, distribution d'eau sanitaire, installations d'évacuation des eaux usées, dispositifs de sécurité...

La Métropole en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure...).

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement lié à l'exploitation des installations techniques (hors bâtiment), il sera demandé au délégataire de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence (identification du besoin, demande préalable, accord de l'autorité délégante sauf cas d'urgence). Le niveau financier et technique des obligations de renouvellement sera négocié et fixé contractuellement.

La Métropole percevra l'excédent du compte GER si le solde est positif en fin de contrat.

4/ Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire devra permettre l'accès aux services par le plus grand nombre. Elle sera votée par l'assemblée délibérante lors de l'approbation du projet de contrat.

Conformément à l'article L. 1411-2 du Code général des collectivités territoriales, le futur délégataire proposera les paramètres et indices qui déterminent l'évolution des tarifs.

Outre l'application d'une redevance fixe et de contrôle, la convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le résultat dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

5/ Rôle de la métropole en tant qu'autorité organisatrice

Conformément aux articles L.1411-1 et suivants du CGCT, la Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront, en particulier, de suivre et vérifier :

- l'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation,
- le suivi des indicateurs permettant d'apprécier les résultats attendus sur l'intérêt culturel et économique de ces équipements pour les visiteurs et ce, en cohérence avec les objectifs de la Métropole en matière de politique économique, culturelle et touristique,
- le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service,
- le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement,
- la réalisation effective du CEP, en matière de recettes et charges de la délégation.

La Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

6/ Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Métropole.

La Métropole remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issus de nouveaux recrutements.

7/ Sort des biens

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprises.

Il sera prévu que les biens de reprises reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis.

Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

La Commission Consultative des Services Locaux et le Comité Technique, lors de leurs séances du 15 février 2018, ont rendu un avis favorable sur le recours à une délégation de service public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud ;
- approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- approuver le lancement de la procédure de délégation de service public telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation de l'exploitant des deux équipements ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU et M. Pascal KRZYZANSKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Rapport sur le choix du mode de gestion et le principe du recours à la DSP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.